



**Il y a « URGENCE » à reconquérir  
des moyens pour l'emploi, pour les services publics,  
pour la santé et la protection,  
sans privation de libertés supplémentaires !**

Les annonces du mercredi 14 octobre du Président de la République pour lutter contre la montée de l'épidémie démontrent une fois de plus que les décisions de ce gouvernement sont incohérentes, inefficaces et principalement guidées par une politique ultra libérale et autoritaire. De plus l'assemblée nationale a voté ce samedi 24 octobre 2020 la prorogation de l'état d'urgence jusqu'au 16 février 2020. Ce texte autorise l'exécutif à restreindre certaines libertés dans des proportions exorbitantes par rapport au droit commun et permet au gouvernement de procéder par voie d'ordonnance dans les domaines du droit du travail.

Le gouvernement a démontré son incapacité à gérer efficacement une crise sanitaire : stocks stratégiques de masques, de réactifs pour les tests, de médicaments insuffisants voire inexistantes en mars, campagnes de tests non ciblées avec des résultats délivrés bien trop tard rendant les tests inutiles à l'automne, messages contradictoires adressés à la population...

**Mettre en œuvre des politiques au service de la finance et du capital ne nous conduit qu'à un désastre humain et sanitaire.** La stratégie du gouvernement s'est traduite par le financement du chômage partiel mais surtout par l'instauration d'un plan de relance au grand bénéfice des entreprises sans la moindre contrepartie pour l'emploi, bien au contraire.

**Quant aux services publics, pourtant indispensables, aucune mesure n'a été envisagée pour améliorer leur fonctionnement dans la période, pire ils profitent de la situation pour les amoindrir.**

Le Ségur de la Santé (dont les mesures budgétaires sont compensées par une baisse des dépenses de santé de la Sécurité sociale) n'a en rien permis de régler la crise de l'hôpital et du système de santé.

Alors que le président affirme que le gouvernement a tiré les enseignements de la première vague Covid, le ministère continue de fermer des lits et n'a pas augmenté les capacités d'accueil permanentes en réanimation depuis la crise. Alors que les personnels, exténués, continuent de faire face tant bien que mal. L'hôpital et son personnel doivent faire face à une épidémie sans moyens humains et matériel supplémentaire.

Les augmentations de salaires insuffisantes ne permettent pas d'attirer des nouveaux personnels qui connaissent trop bien les conditions de travail inacceptables à l'hôpital qu'aggrave encore ce gouvernement. Quant aux volontaires venu-es prêter main forte dans les services au printemps, le gouvernement a refusé de leur verser la prime Covid... Tout ceci participe activement à l'épuisement actuel des personnels.

De même, dans l'Éducation nationale, le gouvernement n'a en rien anticipé la rentrée de septembre ni injecté des moyens d'urgence pour permettre la distanciation physique, l'aération des locaux ou le lavage régulier des mains, qu'il prône partout ailleurs. Si le

gouvernement vante la limitation des regroupements à 6 personnes, des collégien.nes et lycéen.nes, par exemple, passent 8h par jour dans des salles difficiles à aérer à 35 élèves sans distanciation. C'est à croire que le virus s'arrête aux portes des écoles et établissements !

Le gouvernement préfère rendre responsable la population de la remontée épidémique et choisit de bafouer les libertés individuelles en relançant l'état d'urgence sanitaire et en instaurant un « couvre-feu » dans certaines métropoles et certains départements.

Les travailleurs et travailleuses doivent sortir pour travailler (et l'École, pour cela, doit accueillir leurs enfants dans des conditions dégradées) mais ne peuvent pas se déplacer librement le soir, ni avoir une vie sociale.

Le monde de la culture, les artistes, les salarié(e)s permanents, les intermittents, les équipements culturels paient, depuis le début de la crise, un lourd tribut. La pratique sportive amateur est également fortement mise à mal. Les conséquences sont dramatiques pour l'épanouissement et l'émancipation de toutes et tous.

Nous ne pouvons rêver d'une société qui nous cantonne à une vie uniquement tournée sur le travail. Nous refusons de vivre chaque jour sur le rythme « métro-boulot-dodo ». C'est inacceptable.

Enfin, nous dénonçons la situation toujours plus dégradée des demandeurs d'emploi, des précaires, des travailleurs et de tous ceux qui ont perdu ou qui perdront leur travail afin de satisfaire les actionnaires qui se gaveront largement sur le dos de la crise.

**L'Union Locale CGT d'Arles exige l'abrogation de l'état d'urgence et de ce couvre-feu. Elle réaffirme la nécessité d'ouvrir en urgence et de façon pérenne des lits d'hôpitaux en augmentant immédiatement et drastiquement les postes et les salaires à l'Hôpital.**

**Elle continue aussi d'exiger des masques gratuits pour la population, la mise en place de moyens de transports publics supplémentaires pour permettre la distanciation physique.**

**Elle demande l'abrogation de la loi « forfait urgence » votée en catimini en fin de semaine à l'assemblée nationale.**

**Nous avons un besoin urgent d'une politique ambitieuse d'éducation dans le cadre de l'école publique et laïque pour transmettre et faire vivre les valeurs de la République par une politique de justice sociale.**

**C'est avec ce contenu revendicatif que nous pourrons faire reculer les périls obscurantistes,**

**Que nous garantirons nos libertés,**

**Que nous combattrons sans relâche les idéologies nauséabondes pour construire une société unie et fraternelle, diverse et respectueuse, éclairée et apte au débat démocratique.**

Arles le 28 octobre 2020